

Compte-rendu

DOCUMENT INTERNE

Motion A

Décision CF- 11-126

OPERATION HURON HEBERGEMENT D'URGENCE REGIONAL A OBJECTIF NATIONAL ESQUISSE D'UNE CAMPAGNE NATIONALE « LOGEMENT SOCIAL » INNOVANTE ET FESTIVE

Portée par Bernard Crozel.

Vote sur la motion réactualisée par le porteur

Attendus :

Les buts politiques :

Le droit au logement décent fait partie des droits des individus. Le mal logement représente trop une souffrance individuelle permanente pour qu'il ne reste pas un thème théorique de campagne politique, (ce serait indécent), cette réalité insupportable peut et doit cesser. Les écologistes sont en capacité aujourd'hui de révéler à l'opinion publique l'ampleur de cette réalité, face notamment aux derniers événements ayant marqué l'actualité politique (démission de Xavier Emmanuelli du SAMU social).

Il faut créer une « situation » à l'échelle nationale à l'occasion de la campagne présidentielle qui pose clairement le rôle de la politique, connectée à la réalité sociale, par opposition à un discours politique envahi par la posture communicante. En inversant la problématique administrative virtuelle du logement « toujours à venir », par l'irruption dans le paysage des villes de toute la France d'hébergements provisoires en dur sur les espaces publics visibles, on dicte une tonalité « réaliste et sociale » à la future campagne et on oblige la gauche à « poser des actes » sur une vraie priorité nationale.

On fait clairement apparaître la dimension écologique du mal être humain, on réconcilie dans les faits le social et l'environnemental en offrant une qualité de logement BBC ou passif « sans chauffage » donc économe et sans facture. Le thème du logement économe en énergie est en même temps un vecteur important de pénétration de l'écologie politique dans les milieux populaires avec un contenu tangible.

En affichant un réformisme radical en pratique et non en parole on met en accusation l'idéologie financiariste de la droite au pouvoir, on rend de l'espoir et de la dignité aux exclus du logement et plus généralement au peuple de gauche. On promeut l'action des associations d'aides aux sans logis dans laquelle les exclus eux même reprennent un part de pouvoir sur leur logement.

L'opération permet, par les images dans le paysage urbain, de peser via les médias et l'opinion publique sur les thèmes de campagne en rendant cette question incontournable dans le débat politico-médiatique. Par cela on révèle les capacités de réels pouvoirs régionaux que peuvent être les conseils régionaux en poussant les présidents socialistes à préfigurer une véritable alternative politique. L'opération ouvre un vrai champ de mobilisation sur un thème humaniste dans lequel chaque citoyen pourra se reconnaître et s'investir en soutien aux associations spécialisées.

Les retombées économiques réelles :

L'opération Huron est directement porteuse de nombreuses heures de travail et doit, pour peu qu'on le veuille, déclencher à sa suite, un vaste mouvement de construction de logements sociaux créateur

Compte-rendu

DOCUMENT INTERNE

d'emplois non délocalisables. Par cette dynamique en « bruit de fond » de la campagne présidentielle, par la mobilisation associative et celle des mal logés eux même, on se garantit la poursuite d'une politique du logement performant qui rebatte les cartes de la géographie du logement social et de ses acteurs. Au delà de l'immédiateté de l'opération, il s'agira de lancer un appel de fond à l'heure où le Parlement Européen décrète l'éradication des sans logis et de lancer un renouveau des formules coopératives assurant des formules de relogement par tous les moyens possibles : changement d'affectation de bureaux ; immeubles vacants, construction neuve. Ces formules pourront innover des formes de logement plus adaptés aux nouveaux besoins sociaux et être réalisées par l'entraide, l'échange de savoir et la coopération, comme le furent en leur temps le mouvement des castors.

La question de l'utilité sociale de la production des biens se trouve ainsi posée très concrètement dans les rues des villes.

Les moyens :

Grâce aux exécutifs régionaux, on dispose aujourd'hui de tous les moyens politiques, financiers, techniques pour que personne ne meure de froid dans l'hiver 2012. Les écologistes sont au pouvoir dans 20 régions, ils ont les moyens politiques de convaincre les conseils

régionaux de s'autosaisir de cette problématique et de financer qui 150, qui 500, qui 2000 Hurons.

Les moyens matériels existent, les fabricants sont tous en capacité de lancer des fabrications en nombre de « petites machines à habiter », des concours d'architecture ont eu lieu déjà sur ce thème, les modèles existent. Seuls les financements et les stockages sont à prévoir. Après les tentes parisiennes, on lance l'hébergement mobile en dur et aux normes BBC à travers tout le territoire, pour être hors d'atteinte de la loi Loppesi.

En centralisant au niveau des régions les moyens financiers et matériels, cela permet de répondre rapidement à toute sollicitation d'ONG ou de CCAS pour que soient posés des actes forts, publics et médiatisables. En créant une offre, on libère les demandes. Qu'on réclame partout des Hurons et ce serait un signe qu'une autre façon de faire de la politique devient réellement possible.

Les acteurs:

Les exécutifs régionaux financeurs et logisticiens les municipalités les ONG spécialisées les comités locaux du réseau de coopérateurs d'Eelv les mal logés eux mêmes.

MOTION

Le conseil fédéral, conscient de l'urgence d'un dispositif d'hébergement des sans logis dont le nombre s'accroît sous les effets de la crise sociale, engage le parti à lancer une initiative nationale relayée par les régions sous la dénomination de « opération Huron ». Il s'agit de permettre une grande opération visible de logement provisoire des sans logis ou mal logés en mettant publiquement le gouvernement en demeure d'assumer sa responsabilité d'assurer un toit à tous les individus résidant sur son territoire. En clair c'est un rappel de la logique des « enfants de Don Quichotte » à l'échelle nationale ou de l'hiver 54 de l'Abbé Pierre, mais avec l'implication des conseils régionaux au niveau logistique à chaque fois que le rapport de force politique permettra d'arracher un vote de budget à l'exécutif régional. L'opération vise à créer les conditions d'une mobilisation nationale de solidarité avec les sans logis.

Le conseil fédéral mandate le Bureau exécutif pour prendre toute disposition permettant d'aboutir à la réussite de l'opération avec les objectifs politiques suivants :

- 1. Résister : Affirmer une opposition politique déterminée au Sarkozisme en limitant l'espace politique des tenants d'un fatalisme mortifère pour la gauche toute entière. Par un**

Compte-rendu

DOCUMENT INTERNE

thème positif et mobilisateur, on peut stopper la spirale de dégradation des conditions de logement et de démoralisation populaire.

2. Agir : Réaliser en réel, une annonce à effet immédiat : « changer de politique c'est possible » qui devrait peser sur le renouveau d'un espoir de mieux vivre pour des centaines de milliers de gens. Une telle mobilisation peut réussir un élargissement significatif en direction des déçus de la politique sur de simples bases humanistes.

Et le canevas pratique suivant :

1. A l'initiative des élus EELV, à l'initiative des coopérateurs d'EELV et du parti lui-même, les contacts sont pris avec les associations au niveau national et localement, avec les municipalités, les CCAS, les bailleurs sociaux, etc, pour expliquer l'opération, pour emporter l'adhésion au projet et pour coordonner localement le déroulé possible.

2. Création d'un collectif national d'initiative regroupant à priori les organisations d'audience nationale : fondation abbé Pierre, DAL, etc

3. Création de comités territoriaux ayant pour but d'obtenir le budget nécessaire auprès des collectivités (dont les régions) et d'organiser avec les ONG la mise en place des hébergements.

4. Mise à disposition de ces hébergements auprès des CCAS, des bailleurs sociaux, des ONG ou de collectifs locaux qui le demandent. Ils sont installés provisoirement sur l'espace public visible avec l'accord des municipalités (avec des arrêtés d'autorisation d'occupation temporaire de l'espace public) facilement raccordables aux réseaux.

5. Attribution des hébergements en fonction des demandes et des urgences ressortant soit des travailleurs sociaux, soit des CCAS, soit des « maraudes » citoyennes, ces logements provisoires sont installés et aménagés avec la participation des sans logis ou mal logés eux même et mis en place AVEC leur concours.

6. Suivi et entraide par les comités du réseau ou les collectifs de toutes sortes en soutien au travail des ONG et prolongement éventuels sur d'autres aspects sociaux : approvisionnement, recherche d'emploi, formation, etc.

Unanimité pour